NAISSANCE DES QUARANTAINES EN VALACHIE (1830)

VIRGINIA BLÎNDA
(Institute for South-East European Studies,
Bucharest)

In response to the unpredictable spread of plague and cholera epidemics in Europe and the Middle East, in the early 1830s a cordon sanitaire was established along the southern border of Wallachia. Quarantines and lazarettos were the main means of fighting against the sanitary danger spreading, especially from the southern regions of the Danube. The establishing the first quarantines stations along the Danube frontier was a long and demanding undertaking. It required the careful selection of appropriate locations, as well as the recruitment and on-site training of personnel. Our paper investigated the first efforts of the Wallachian authorities to establish quarantines and enforce sanitary regulations as tools to control the disease spreading through social mobility.

Keywords: quarantine establishment, health regulations, epidemic control, implementation challenges, Wallachia, 1830s.

La mise en place de « quarantaines et lazarets » le long du Danube comme mesure de protection sanitaire contre la propagation des épidémies de peste ou de choléra provenant du sud du fleuve fut prévue par le Traité d'Andrinople, signé le 14 septembre 1829. Dans un délai très court, les autorités des deux principautés danubiennes – la Valachie et la Moldavie – mirent en place, sous la direction et la supervision des autorités russes, les premiers dispositifs modernes de contrôle (quarantaines, lazarets, bureaux d'échange[1]) destinés à surveiller rigoureusement la mobilité transfrontalière à la frontière sud de la Valachie. Les plans de ces établissements furent rapidement élaborés, jusque dans les moindres détails, conformément aux instructions inscrites dans le tout premier règlement des quarantaines[2], ainsi qu'à une série de « recommandations appropriées »[3], que les

[1] Les « bureaux d'échange » (*oboare de schimb*, parfois *cantoare de schimb*) ou, pour reprendre le syntagme utilisé par Victor Taki, « cours d'échange » (*curţi de schimb*), calque du russe *menovye dvory* (меновые дворы), étaient mis en place juste pour faciliter les échanges commerciaux entre les communautés des deux rives du Danube : Victor Taki, *Rusia şi Ţările Române. Imperiu, elite şi reforme între 1812 şi 1834*, Bucarest, Corint, 2024, p. 323. I.C. Filitti (*Principatele Române de la 1828 la 1834. Ocupaţia rusească şi Regulamentul Organic*, Bucarest, Inst. de Arte Grafice « Bucovina », 1934, p. 210) utilise pour ce type de quarantaines du troisième ordre le syntagme *birouri de schimb*.

[2] *Aşezământul carantinesc* (*l'Institution quarantenaire*), déc. 1829, 50 articles.

[3] Expression utilisée dans SANIC, Fond Ministerul de Interne – Serviciul Sanitar (désormais MI-SS), 1/1830, f. 18.

correspondances interinstitutionnelles[4] de l'époque conservent comme sources documentaires. Ces dispositifs feront l'objet d'ajustements au cours de l'année 1830, et plus encore dans les années suivantes.

La création du système de quarantaines à la frontière danubienne entre les Principautés roumaines[5] et l'Empire ottoman aura contribué indirectement à l'assouplissement de la politique sanitaire dans l'Empire russe, le long du Prut et du Dniestr[6].

Les débuts

Rédigée et annoncée à la fin de l'année 1829, l'*Institution quarantenaire* (*Aşezământul carantinesc*) fut le premier document réglant l'organisation et le fonctionnement de nouvelles formes de protection sanitaire le long du Danube : les quarantaines valaques. Elle devint un repère législatif auquel les instructions et/ou les mesures sanitaires ultérieures firent souvent référence dans l'effort de révision continue et d'adaptation de leur contenu aux nouvelles situations d'alerte épidémique. En général, le danger imminent était placé à proximité du territoire valaque, l'apparition et/ou l'expansion de la peste ou du choléra étant inévitablement et fatalement observées, le plus souvent, au sud du Danube. C'est pourquoi le préambule de ces documents (règlements, instructions sanitaires, etc.) justifiait leur rédaction par la nécessité de combattre le risque sanitaire dans la région la plus vulnérable pour la sécurité de la santé publique – les provinces des Balkans. À mesure que l'expérience de la vie et de la mort dans la zone d'épidémie de peste et de choléra devenait une réalité commune en Europe occidentale, du sud-est et de l'est, les informations sur l'état de santé des populations de différentes régions circulent de plus en plus fréquemment (Trieste, Constantinople, Vidin, Cladova, Odessa, etc.).

[4] *Ibid.*: Divanul Săvârşitor către Spătărie (le Divan exécutif à la Spatharie), Spătăria către Comitetul Precurmării Molivmei (la Spatharie au Comité pour l'enraiement des épidémies), Comitetul către Spătărie (le Comité à la Spatharie), Divanul către ispravnicii de judeţe (le Divan aux ispravnics de districts), etc.

[5] Ces dernières années, la littérature sur les quarantaines valaques s'est diversifiée avec la publication d'ouvrages ou d'études sur des thèmes moins étudiés : Constantin Ardeleanu, *O croazieră de la Viena la Constantinopol. Călătorii, spaţii, imagini, 1830–1860,* Bucarest, Humanitas, 2021; Bogdan Mateescu, *Giurgiu de la cetate la oraş: epoca modernizării (1830–1860)*, Bucureşti, Integral, Mustang, 2023; Ştefan Petrescu, « Comitetul Carantinelor şi controlul documentelor de călătorie în Ţara Românească », in Constantin Ardeleanu (éd.), *De la ciuma lui Caragea la holera Balcanică. Epidemii, carantine şi sănătate publică în epoca modernă*, Bucarest, Humanitas, 2024, p. 118–133; Victor Taki, *Rusia şi Ţările Române. Imperiu, elite şi reforme între 1812 şi 1834*, Bucarest, Corint, 2024; Lidia Trăuşanu-Matu, « Povestea carantinei de la Călăraşi (1784–1863). Arhitectură, reţele sociale şi agenţi patogeni », in *Urbanitas. Revistă de studii urbane integrate*, 2, 2021, pp. 161-175 ; eadem, « "Biciul holerei" în principatele române. Epidemii, carantină şi politici sanitare de la 1830 la 1865 », in Constantin Ardeleanu (éd.), *De la ciuma lui Caragea…*, p. 154–171, etc. On ne saurait ignorer l'importance des recherches antérieures ayant servi de base aux études publiées au cours de la dernière décennie.

[6] Andrei Emilciuc, « Organizarea şi funcţionarea cordonului sanitar la hotarele dunărene ale Imperiului Rus (1812–1856) », *Tyragetia*, s.n., vol. XVII [XXXII], nº 2, 2023, p. 21.

Composée de cinquante articles, l'*Institution…* est organisée en huit chapitres traitant de sujets tels que la mise en place des quarantaines et des bureaux d'échange (chap. 1), la structure des locaux des quarantaines (chap. 2) et des bureaux d'échange (chap. 3), la procédure de contrôle des passagers et la désinfection des objets personnels (chap. 4), le protocole sanitaire appliqué dans les bureaux d'échange (chap. 5), l'organisation et la hiérarchie interne des fonctionnaires quarantenaires (chap. 6), la surveillance de la frontière sanitaire (chap. 7) et la responsabilité en cas de non-respect des règles de quarantenaires (chap. 8)[7]. La rédaction de l'*Institution…* a sans doute eu lieu à la même époque que l'élaboration des plans et des feuilles descriptives des premières quarantaines danubiennes du cordon sanitaire valaque. La source principale que nous avons utilisée pour rédiger cette étude est un volumineux dossier conservé aux Archives Nationales de Roumanie à Bucarest, enregistré sous la cote du Ministère de l'Intérieur – Direction générale du Service sanitaire, et daté de 1830[8]. Ce dossier contient des règlements et des instructions qui ont servi de base à l'établissement et au fonctionnement des premières quarantaines valaques, des plans, des listes de matériaux, des devis estimatifs des coûts de construction des stations de quarantaine et du coût des substances nécessaires au processus de désinfection, ainsi que des témoignages concernant les incertitudes ou les difficultés apparues lors de l'organisation sanitaire de la frontière sud de la Valachie.

Le texte de l'*Institution…* contenu dans le dossier susmentionné est précédé par une décision de Kisseleff du 31 décembre 1829, qui figure sur un feuillet r°-v° non numéroté : *« M. le général-adjudant, à l'attention du Divan exécutif, n° 12764, 31 décembre 1829. »*[9] Ce document évoque les commencements de l'organisation du système institutionnel de protection sanitaire le long du cordon établi sur la ligne du Danube, par la nomination d'un grand inspecteur des quarantaines et de deux autres inspecteurs – l'un pour la Grande Valachie, l'autre pour la Petite Valachie ; il fait également état de la sélection du personnel auxiliaire, ainsi que de la présence des fonctionnaires russes. À ce stade de l'organisation, le texte entérinait l'importance du rôle que jouait le chef de l'armée dans la surveillance du cordon sanitaire. En attendant la formation d'un corps militaire structuré, les fonctionnaires russes participaient directement à la mise en place des quarantaines. La surveillance du cordon sanitaire était confiée aux régiments de cosaques :

« Étant donné que la garde territoriale ou l'armée en cours de formation dans la principauté doit être placée sous le commandement du *spathar*, la surveillance des quarantaines lui est également confiée. Toutefois, tant que la formation de ladite garde territoriale n'est pas achevée, l'organisation des quarantaines sera assurée par les fonctionnaires russes, et la surveillance de la ligne quarantenaire est confiée aux régiments cosaques. »[10]

[7] MI-SS, 1/1830, f. 1v°–2v°, 9r°–10v°. Version en russe, f. 27–35.

[8] *Ibid.*

[9] *Ibid.*, avec numérotation ultérieure du feuillet, en crayon rouge, due sans doute à un archiviste, *I, vol I.*

[10] *Ibid.*, r°–v°.

Les emplacements choisis initialement pour l'installation des quarantaines furent révisés au cours de l'année 1830, si bien qu'en 1831 ils apparaissent légèrement modifiés[11]. La même correction s'applique également à la classification de certaines quarantaines. Par exemple, l'établissement de Turnu est mentionné comme bureau d'échange (*obor de schimb*), à savoir comme quarantaine du troisième ordre (1830), mais fonctionnera comme quarantaine du deuxième ordre (1831), alors que celui de Pioa-Pietrii est désigné comme « quarantaine du deuxième ordre »[12], mais fonctionnera comme bureau d'échange. La terminologie reste parfois imprécise, les quarantaines et les lazarets étant associés à des réalités très similaires. Dans les documents administratifs du début de l'année 1830, le terme de « lazaret » est fréquemment employé dans des constructions synonymiques pour désigner en fait les « bureaux d'échange »[13].

La correspondance des différentes institutions transportent le lecteur d'aujourd'hui à travers une pluralité d'univers qui contribuent à reconstituer des fragments de vie quotidienne, organisés institutionnellement : politiques, sanitaires, sociaux, économiques. Au-delà du pragmatisme situationnel des interdépendances décisionnelles qui sous-tendaient la mise en place du cordon sanitaire avec ses deux composantes (militaire et sanitaire), un aspect presque immatériel a retenu notre attention: l'aspect lexical, linguistique, fascinant par ses contrastes et par des constructions qui suggèrent la disponibilité et la perméabilité à la modernisation du vocabulaire d'une langue qui, en 1830, se servait encore de l'alphabet cyrillique et, plus tard, d'un alphabet « de transition ». Bien que marginale dans le contexte du thème que nous développons, l'analyse de la terminologie, des constructions lexicales et du mélange linguistique de termes autochtones, slaves, grecs, turcs, allemands ou français constitue un riche sujet pour de futures recherches.

Calendrier de la mise en place des quarantaines

L'organisation des stations de quarantaine commença depuis le Bas-Danube en direction du cours supérieur du fleuve, de Brăila à Cerneţi. Les plans des quarantaines furent élaborés dans les bureaux de Bucarest du Divan exécutif et du Comité pour l'enraiement des épidémies, avec l'aide des représentants de la puissance protectrice (l'administration russe), et envoyés sur le terrain selon un

[11] Voir « Aşezământul » (*Institution quarantenaire*, 1830) et « Regulamentul pentru carantine » (*Règlement pour les quarantaines*, 1831) ; « Aşezământul » : neuf quarantaines et sept bureaux d'échange (art. 1, MI-SS, 1/1830, f. 1v°) ; « Règlement pour les quarantaines » : trois grandes quarantaines, quatre quarantaines « de deuxième main » et quatre « chantiers d'échange » ; Paul Negulescu, George Alexianu, *Regulamentele Organice ale Valahiei şi Moldovei*, vol. I, Bucarest, Întreprinderile « Eminescu » S.A., 1944, p. 79.

[12] Art. 2, de l'*Institution quarantenaire*, MI-SS, 1/1830, f. 1v°. Le syntagme меновые дворъ (« cours d'échange »), qui apparaît dans les documents rédigés en russe, est traduit par les fonctionnaires valaques tantôt par « lazaret », tantôt par « obor de schimb », f. 18, etc.

[13] *Ibid.*, f. 19.

calendrier qui était également porté à la connaissance de la Spatharie[14]. Un haut fonctionnaire de l'État[15], ainsi que le grand inspecteur de la Grande Valachie, Dumitru Topliceanu, étaient chargés de se rendre le long du Danube pour organiser le système des quarantaines selon les plans dessinés et les « feuillets » détaillant les limites topographiques de ces installations, les bâtiments, leur emplacement et, parfois, les matériaux nécessaires, entre Brăila et Turnu. En Olténie, le *medelnitcher* Petrache Poenaru[16], inspecteur de la Petite Valachie, était responsable de la mise en place des quarantaines et des bureaux d'échange entre Islaz et Cladova-Cerneţi. Le calendrier était le suivant :

– Brăila, 1 mars 1830
– Pioa-Pietrii, 6 mars
– Călăraşi, 10 mars
– Olteniţa, 15 mars
– Giurgiu, 20 mars
– Zimnicea, 24 mars
– Turnu, 30 mars
– Izlaz, 2 avril
– Bechet, 5 avril
– Izvoarele, 8 avril
– Calafat, 11 avril
– Cerneți, 16 avril.

Les quarantaines valaques ne furent pas construites à partir de zéro : le temps limité, la complexité des aménagements de l'espace destiné au contrôle des passagers et des marchandises, les bâtiments pour l'hébergement des voyageurs devant passer une période de « garde sous observation », les magasins pour l'entreposage des effets personnels et des marchandises, l'hôtellerie (*mărchităria*), les maison des fonctionnaires supérieurs (commissaire, sous-commissaire, médecin, sage-femme), ainsi que les logements destinés aux rangs inférieurs – y compris la hutte des croque-morts, la salle de fumigation (*afumătoarea*), le parloir (*oborul de vorbă*), la guérite de la garde (*butca caraulei*), etc. – rendaient impossible la construction d'une quarantaine à partir de zéro en deux ou trois mois seulement. Un certain nombre de locaux devaient donc être loués, notamment ceux destinés au logement des commissaires, des gardes et parfois des croque-morts, bien que ces derniers fussent généralement placés à proximité de la salle de fumigation. C'est pourquoi certains plans montrent des logements de fonctionnaires situés à l'extérieur de l'enceinte de la quarantaine. À la fin du mois de mars, Kisseleff nomma dans les quarantaines un fonctionnaire russe et un médecin de la peste pour les passagers, mais aucun logement n'avait encore été prévu pour eux[17]. La présence des fonctionnaires russes

[14] *Ibid*, f. 18r°.

[15] *Colejnic sovetnic* Miloş ou Milos, que nous n'avons pas encore identifié. *Kollejskiy sovetnik* (коллежский советник) = titre dans l'administration civile russe, équivalent au grade militaire de colonel.

[16] Les critères qui ont motivé le choix de Petrache Poenaru étaient succinctement énumérés dans une correspondance datée du 26 février 1830 : « (...) honnête, diligent et zélé dans son service (...) ». Il devait se familiariser avec « les ordres du Gouvernement et le règlement relatif à la mise en place et au service des quarantaines », ensuite se présenter au mois de mars à Islaz pour « mettre en place les quarantaines aux endroits prévus » et donner « les instructions nécessaires » accompagné de deux hauts fonctionnaires d'État (le grand trésorier et le susnommé Miloş), MI-SS, 1/1830, f. 5.

[17] MI-SS, 1/1830, f. 300.

dans les quarantaines les plus importantes – Galaţi, Brăila, Călăraşi, Zimnicea, Calafat et Turnu – était considérée comme temporaire et servait à guider les fonctionnaires locaux, afin d'éviter les dysfonctionnements pouvant résulter d'une méconnaissance du flux d'activités propres aux quarantaines[18]. Les critères de sélection de ces fonctionnaires étaient liés à l'expérience acquise dans des activités similaires exercées dans les quarantaines russes au cours des années précédentes.

L'emplacement de la future quarantaine était choisi en fonction de plusieurs critères essentiels : sa proximité avec le Danube, l'existence de bâtiments à louer ou appartenant à l'État (« restés à la disposition des autorités »)[19] leur état (fonctionnels ou nécessitant des réparations), la possibilité d'aménager des espaces utiles (entrepôts), s'ils n'existaient pas déjà, l'intensité de la mobilité transfrontalière et des échanges commerciaux avec les habitants de l'autre rive du Danube, etc. Le terme qui, dans les documents, est utilisé pour marquer l'emplacement d'une quarantaine est celui de « confins » : les confins étaient la limite d'un espace séparant des mondes, des religions, des intérêts géopolitiques ou économiques, la santé et la maladie, la vie et la mort, le désir de passer de l'autre côté et la répression de ce désir. Ainsi, en février 1830, dans la correspondance entre les différentes institutions de l'Etat, il est question de la nécessité de lancer un projet de « mise en place de quarantaines sur les confins du Danube »[20]. Leur mise en place fut précédée par l'élaboration de plans, de feuilles descriptives recensant les matériaux nécessaires ou les bâtiments déjà existants, et par des visites sur le terrain visant à vérifier la compatibilité entre ces projections et les conditions réelles.

À Brăila, une équipe composée de membres du Comité pour l'enraiement des épidémies et de représentants des autorités locales – dont le commandant militaire et le préfet (*ispravnic*) de la ville – entreprit, au début du mois de mars 1830[21], de chercher un emplacement adéquat « avec maisons et passage convenables »[22]. Leur attention se porta sur les entrepôts et les maisons turques inhabitées, situés dans le périmètre du port et abandonnés après la restitution à la Valachie de l'ancien raïa. Ici, apparemment, ce n'était pas l'existence d'immeubles appropriés ou pouvant être réparés, ou les petits bâtiments à construire qui posaient problème, mais l'approvisionnement en matériaux nécessaires, étant donné que la ville était située dans une zone de plaine dépourvue de forêts. Le transport des branchages, des planches pour les clôtures ou les portails, du bois pour les poteaux, des étais, etc., augmentait le coût des matériaux nécessaires à l'aménagement de la quarantaine de Brăila, puisque ceux-ci devaient être acheminés depuis Galaţi ou Focşani. À cela s'ajoutait la pénurie de main-d'œuvre, car à l'époque il n'y avait dans toute la région de Brăila que deux maçons et douze charpentiers, « et encore ceux-là

[18] *Ibid.*, 1/1830, f. 372v°, 373r°, 425.

[19] Brăila, *ibid*., f. 73r°. Voir les quarantaines de Brăila, Giurgiu, Turnu, anciens rayas turcs, et le régime des propriétés turques (maisons, magasins, boutiques).

[20] *Ibid.*, f. 18 (le Divan exécutif au Grand spathar).

[21] Le rapport est daté du 6 mars 1830.

[22] MI-SS, 1/1830, f. 73.

[étaient] pauvres et sans crédit, au point qu'on ne [pouvait] leur confier la moindre somme d'argent »[23]. Une solution pour réduire les coûts élevés de l'aménagement de cette quarantaine consistait à faire venir des ouvriers de Galaţi, « car ils étaient proches », ainsi qu'à récupérer des matériaux des maisons turques délabrées. Le rapport adressé au Comité par l'inspecteur de la Grande Valachie, D. Topliceanu, était daté du 6 mars et comportait en annexe un devis des matériaux nécessaires, des moyens de transport (charrettes), des coûts liés à la main-d'œuvre (manœuvres, maçons, charpentiers), ainsi qu'une feuille descriptive de la quarantaine et son plan[24].

La situation se compliqua au cours de l'année 1832, lorsqu'un certain Hussein Aga, kapoudji-bacha du Sultan, réclama la restitution de plusieurs bâtiments – maisons, entrepôts et échoppes – qu'il avait possédés à Brăila[25] avant la guerre russo-turque de 1828–1829. Hussein avait l'intention de vendre ces propriétés, qui avaient entre-temps été intégrées au site de la quarantaine. Sa demande fut transmise à Kisseleff par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Russie à Constantinople, Apollinaire Petrovitch Bouténieff[26]. Le Conseil administratif de Valachie fut chargé d'éclaircir « cette affaire »[27] dans les plus brefs délais, puisque les intérêts de l'État étaient en jeu et que ces intérêts étaient négociés par le représentant russe auprès de la Sublime Porte. L'enquête fut lancée à la suite d'un ordre envoyé par le Ministère de l'Intérieur (*Vornicia din Lăuntru*) à l'administration du district de Brăila: il s'agissait de déterminer le statut réel des bâtiments et les circonstances[28] dans lesquelles ceux-ci avaient été incorporés au patrimoine immobilier de la quarantaine. Finalement, la situation fut clarifiée sur la base de preuves financières antérieures et moyennant un dédommagement versé pour un magasin[29]; il fut conclu que la station de quarantaine avait été « construite aux frais de l'État en 1830 »[30]. En mars 1832, l'organisation de la quarantaine de Brăila, selon les plans initiaux[31], était achevée, à l'exception du *perigavor*[32].

[23] *Ibid.*, f. 73.

[24] *Ibid.*, f. 73–77.

[25] SANIC, *Vornicia din Lăuntru* (ministère de l'Intérieur) 309 (desormais VdL 309), 229/1832, f. 1–2.

[26] Apollinaire Petrovitch Bouténieff (Аполлинарий Петрович Бутенёв ou Буте́нев), diplomate russe, ambassadeur de Russie à Constantinople (1829–1843 et 1856–1858) et au Vatican (1843–1855).

[27] Décision apparaissant sur le f. 2, VdL 309, 229/1832.

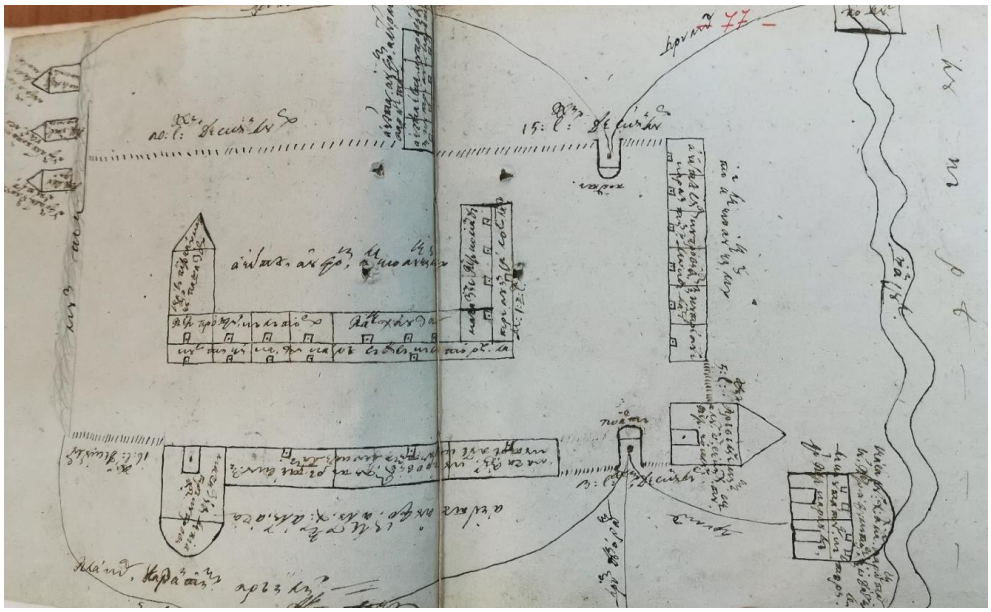
[28] Vente à l'encan ou à l'amiable, à qui ils avaient été vendus et pourquoi ils avaient été transformés en quarantaine, *ibid.*, f. 2.

[29] *Ibid.*, f. 8–9. En fait, le dédommagement concernait plutôt le contenu du magasin – plein d'aliments pour l'armée impériale, datant du temps de la guerre et que le Comité pour l'embellissement de la ville de Brăila avait vendus. Le montant du dédommagement reçu par Hussein fut de 8000 piastres, f. 9–11.

[30] *Ibid.*, f. 5.

[31] Ces plans ne sont pas datés.

[32] Affirmation de Ioan C. Filitti. Le *perigavor* était un espace aménagé avec des matériaux légers (clayons, planches, clôtures) nécessaire « pour pouvoir recevoir avec soin les passagers et les marchandises et les garder à l'œil jusqu'à leur entrée en quarantaine », Ioan C. Filitti, « Primii ani de organizare a Brăilei



Plan de la quarantaine de Brăila
SANIC, MI-SS, 1/1830, f. 76v°-77r°.

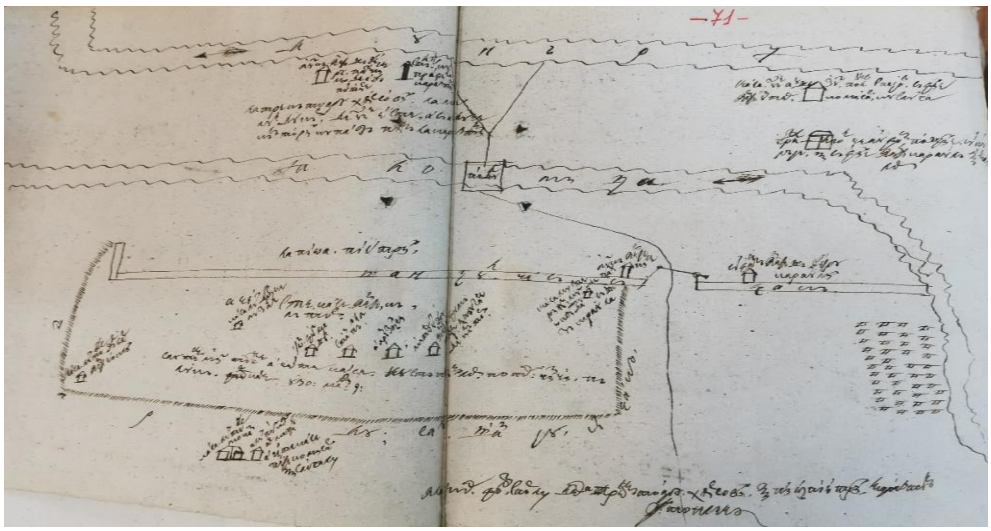
L'établissement de la quarantaine de Brăila fut suivie d'une visite sur le terrain du futur site quarantenaire de Pioa-Pietrii, ce point occupant une position importante dans le mécanisme de transit transfrontalier depuis les territoires turcs de la Dobroudja vers la Valachie. La future quarantaine était, sur le papier, composée de plusieurs enceintes délimitées par des clôtures en branchages et des fossés, à l'intérieur desquelles se trouvaient des maisons louées, des postes d'observation pour les gardes, une salle de fumigation, des barrières, etc. Il était prévu d'installer à l'extérieur de ce périmètre un poste militaire[33] chargé de vérifier les voyageurs, ainsi que les logements du commissaire et du sous-commissaire avec leurs employés (rapport du 9 mars). Ces logements sont placés sur le plan à proximité de l'espace quarantenaire. Sur la rive du Danube, « d'où les voyageurs doivent être conduits sous bonne garde à la station de quarantaine », était figuré un poteau à toit, sur lequel devait être cloué un exemplaire de la loi des quarantaines[34].

după eliberarea de sub Turci. Sub ocupația rusă de la 1828 la 1834 », *Analele Brăilei,* an II, n° 1, 1930, p. 14. Une autre signification, mentionnée par C. Velichi, est celle d'« enceinte »: « Lorsque le détachement entrera dans le *perigavor* de la quarantaine (...) », Constantin N. Velichi, *Conspiratorii,* Bucarest, Ed. Albatros, 1979, n., p. 59. Voir également Pompei Gh. Samarian, *Istoria orașului Călărași (Ialomița) de la origini până la* 1852, Bucarest, Institutul de Arte Grafice « E. Marvan », 1931, p. 139–140.

[33] « Forpost » ou « fortpost ».

[34] MI-SS, 1/1830, f. 69.

Ce point, dont la fonction avait été dès le début conçue comme temporaire (« quarantaine provisoire »[35]), était principalement destiné aux communications militaires avec la rive droite du Danube[36]. L'inspection de l'emplacement de la quarantaine fut effectuée par des représentants officiels venus de Bucarest, le rapport de Topliceanu mentionnant l'absence du sous-commissaire et des employés[37]. Par ailleurs, sur la carte des quarantaines valaques de 1831[38], la quarantaine de Pioa-Pietrii ne figure pas, mais celle de Gura Ialomiţei, qui se trouvait à très peu de distance, y est indiquée. Selon le « Règlement des quarantaines », inclus dans le Règlement organique (1831), Pioa-Pietrii était considéré comme un point frontalier à faible trafic de marchands et de marchandises, raison pour laquelle une « petite quarantaine pour les échanges, dépendant de celle de Brăila » devait y être mise en place[39]. Les deux points – Gura Ialomiţei et Pioa-Pietrii – étaient interconnectés et assuraient un contrôle rigoureux de la mobilité dans la région. Pour l'année 1832, les informations issues de différents dossiers d'archives concernant le trafic humain transfrontalier dans la zone mentionnent Pioa-Pietrii comme ayant un statut de quarantaine[40].



Plan de la quarantaine de Pioa-Pietrii
SANIC, MI-SS, 1/1830, f. 70v°–71r°.

[35] *Ibid.*, f. 11, 201.
[36] *Ibid.*, f. 11.
[37] *Ibid.*, f. 68.
[38] *Almanahu Statului din Prinţipatul a toată Ţara Romanească din anul 1837*, Buda, Kr. Tipograf., 1837, jointe à la fin du volume.
[39] *Analele Parlamentare ale României*, t. I, Bucarest, Imprimeria Statului, 1890, p. 293.
[40] SANIC, Ministerul de Război (ministère de la Guerre), S. II (désormais MR, S. II), 41/1832, f. 3.

La topographie de la région de Călăraşi imposait la création de deux zones d'observation et de contrôle: un avant-poste à Vadul Sârbilor, où se trouvait un pont bien connu reliant les deux rives du Danube, et le lazaret, situé au sommet de la colline[41], selon la feuille énumérant « les choses à préparer », datée du 12 mars 1830. Ce document était joint au plan et au rapport de l'inspecteur des quarantaines de la Grande Valachie, qui signalait également la nécessité de fixer des prix maximums en raison de l'augmentation des prix des aliments de première nécessité (pain, haricots, lentilles, oignons, riz) à Călăraşi. Cette mesure s'imposait pour éviter une pénurie des produits destinés à l'alimentation et au confort minimal (comme les bougies) des voyageurs et du personnel[42].

En ce qui concerne la base matérielle de la future quarantaine, les huttes qui avaient appartenu aux cosaques – certaines en bon état, d'autres réparables – pouvaient être utilisées comme entrepôts ou comme logements pour le commissaire, le sous-commissaire et les préposés, et d'autres encore pour les passagers. À proximité des points d'entrée devaient être construits des postes d'observation pour les gardes, tant au pont du bras de Borcea, connu comme point de passage « La Vadul Sârbului », qu'à l'entrée de la quarantaine. Il était impossible d'estimer un devis précis, car les espaces existants pouvaient être adaptés pour le stockage des marchandises, ainsi que pour l'hébergement des fonctionnaires et des voyageurs, alors que pour la construction de nouveaux bâtiments, on récupérait les matériaux provenant des huttes dégradées[43].

À la fin du mois d'avril 1830, l'emplacement initial de la quarantaine de Călărași fut modifié : comme on estimait qu'elle se serait trouvée trop loin du pont sur le Danube, on décida qu'une meilleure solution était de l'installer à Vadul Sărăriei, « tout près du pont »[44].

Le long du Danube, la visite suivante sur le terrain fut entreprise à Oltenița, où devait fonctionner, selon les nouvelles règles, un bureau d'échange, comme l'indique le rapport du serdar Topliceanu du 15 mars 1830. Tout comme à Călăraşi, la topographie de la zone rendait nécessaire l'installation d'un avant-poste à l'embouchure de l'Argeş dans le Danube, un endroit que ceux qui traversaient ici le pont vers ou depuis Turtucaia connaissaient sous le nom de Vadul Gura Argeşului. L'opportunité et les risques liés à l'aménagement d'une petite quarantaine[45] dans la zone d'Oltenița furent analysés au moyen d'études ultérieures sur place, portant sur la qualité du sol, afin d'écarter le danger d'inondation, un phénomène fréquent dans les territoires frontaliers. Le 14 mai 1830, après avoir consulté les anciens du village[46], l'ispravnic et d'autres autorités locales annonçaient officiellement

[41] MI-SS, 1/1830, f. 88.

[42] *Ibid.*, f. 87.

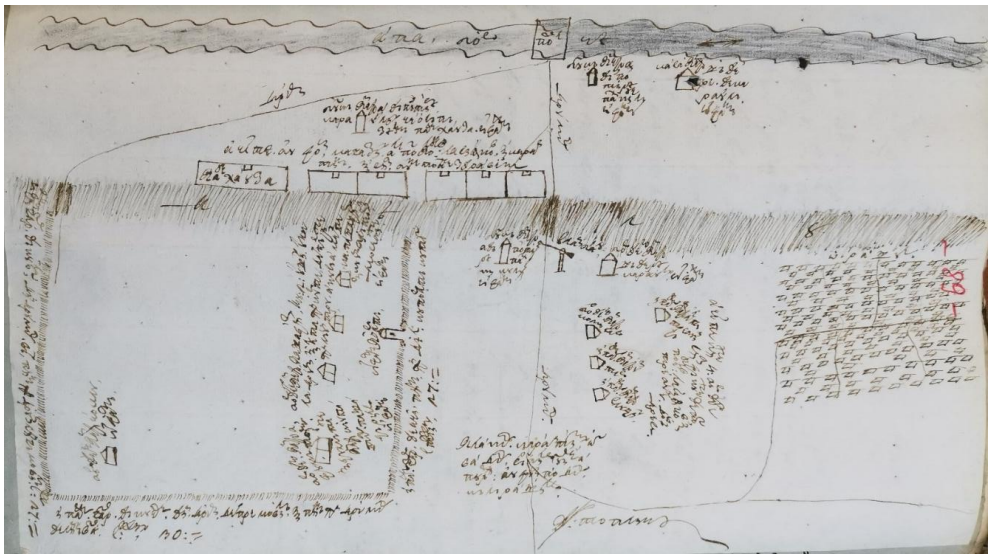
[43] *Ibid.*, f. 88.

[44] *Ibid.*, f. 420.

[45] Élaborée vers la fin de l'année 1829, l'*Institution quarantenaire* ne mentionne pas Oltenița parmi les grandes ou petites quarantaines. En revanche, dans les règlements rédigés au début de l'année 1830 Oltenița figure parmi les petites quarantaines.

[46] MI-SS, 1/1830, f. 81r°–v°.

l'identification de l'endroit idéal où installer le bureau d'échange : Limbedea Mâglii[47]. La veille, trois représentants de la communauté, accompagnés du prêtre, avaient délivré une « attestation »[48] écrite au nom du village, invoquant leur propre expérience ainsi que celle de la génération précédente, pour certifier que l'emplacement était approprié et à l'abri du danger des crues.



Plan de la quarantaine de Călăraşi
SANIC, MI-SS, 1/1830, f. 89.

Le plan joint à ces correspondances est très détaillé, et les mentions qui y figurent pour désigner la catégorie de l'emplacement utilisent le terme de « quarantaine » : « cet endroit où sera installée la quarantaine s'appelle (…) » ou « le monceau de sel derrière la quarantaine (…) »[49], « chambres pour les gardes de la quarantaine »[50]. La seule utilisation du terme « cour » (*obor*) sur la carte apparaît pour désigner l'emplacement du parloir, désigné par le syntagme « cour de discussions » (*obor de vorbă*)[51]. Seul le rapport de Topliceanu mentionne le statut de bureau d'échange, ce qui est confirmé par le fait que le plan n'indique aucun espace de logement pour les passagers ; n'y figurent que des espaces destinés aux marchandises, une chambre de désinfection par fumigations (ou « fumoir »), ou les

[47] Lieu non identifié. Sans doute un dérivé lexical désignant un espace géographique dont le nom précédent était « Limba de Mâglă » = zone d'accumulation des alluvions en amont du confluent de l'Argeș et du Danube.

[48] MI-SS, 1/1830, f. 82.

[49] *Ibid.*, 1/1830, f. 85v°.

[50] *Ibid.*, f. 86r°.

[51] *Ibid.*

logements du personnel (administrateur[52], croque-morts, gardes, etc.). L'imprécision des termes associés aux différents types d'aménagements quarantenaires – quarantaine, bureau d'échange, lazaret – est aujourd'hui aisément compréhensible: le vocabulaire oscillait entre termes archaïques et emprunts nouveaux, et le cordon sanitaire était une réalité inédite. Seule la succession des règlements, l'analyse de la correspondance et l'examen des plans peuvent nous fournir des informations précieuses et pertinentes permettant de comprendre les difficultés de ces débuts.

Pour le port de Giurgiu, la « feuille énonciative des choses à préparer », accompagnée d'un rapport et du plan de la quarantaine, était datée du 21 mars 1830. Les instructions et recommandations concernant la mise en place, le fonctionnement et les accès de la quarantaine de Giurgiu furent données en présence de l'ispravnic Manu, du commissaire, du sous-commissaire et des préposés. La quarantaine devait être aménagée dans un périmètre – « à la porte de la douane où se trouve le débarcadère pour les voyageurs qui arrivent »[53] – où les bâtiments nécessaires avaient déjà été repérés, la plupart peints en vert : la maison d'Ivan Lazarovici, celle du logothète Andrei « qui n'était pas présent »[54], celle du douanier Năstase, et une autre au numéro 13, « comportant trois pièces en bon état et sans maître »[55], etc. Les maisons en bon état étaient destinées au commissaire et au sous-commissaire ; celles nécessitant de petites réparations, aux passagers. Et, dans une fosse à côté de l'une des maisons, devaient être construites quelques cahutes « séparées au milieu par deux entrées munies de portes identiques »[56].

Le 27 mars 1830, D. Topliceanu envoyait un nouveau rapport à Bucarest au Comité pour l'enraiement des épidémies, annonçant la mise en place de la quarantaine de Zimnicea, en présence des autorités locales (archiviste, *ispravnic*, sous-commissaire, un représentant de la Spatharie, etc.). La « feuille énonciative des choses à préparer pour la quarantaine de Zimnicea » détaillait les espaces et bâtiments (maisons, huttes) à réparer, à redimensionner, en bon état ou à construire, destinés aux passagers et aux fonctionnaires de la quarantaine (commissaire, sous-commissaire, croque-mort, garde, etc.), ainsi qu'aux marchandises[57]. Bien que les protocoles – consignes et instructions « de toutes sortes » – aient été remis par écrit aux employés, la quarantaine ne pouvait pas commencer ses activités concrètes parce qu'elle n'avait pas encore reçu les fournitures nécessaires, mentionnées dès le 24 février dans une correspondance que Topliceanu citait fréquemment pour justifier l'inopérance temporaire du cordon sanitaire au printemps 1830.

[52] Ce genre d'administrateur (*zmotritel* ou *smotritel*, du russe смотритель, « administrateur », « surveillant ») était présent notamment dans les bureaux d'échange *Ibid.*, f. 429. V. aussi *ibid.*, f. 284 (le *smotritel* d'Oltenița), VdL 309: 374/1831 (du *smotritel* de Giurgiu); 338/1832 (le *smotritel* de Ialomița).

[53] MI-SS, 1/1830, f. 207.

[54] *Ibid*.

[55] *Ibid*.

[56] *Ibid*.

[57] *Ibid.*, f. 132.

Les précautions prises par l'inspecteur de la Grande Valachie quand il s'agissait d'énoncer les difficultés inhérentes aux débuts de l'organisation des premières stations de quarantaine se manifestaient dans le contexte des nouvelles alarmantes annonçant l'apparition de la peste à Constantinople au cours du mois de mars. Les mesures de protection imposaient l'application rigoureuse des règlements sanitaires le long du Danube, notamment en fixant la durée de la quarantaine à 14 jours et en imposant la fumigation des marchandises et des vêtements des marchands et des voyageurs[58]. La durée de la quarantaine était fixée et, au besoin, ajustée en fonction du contexte épidémique, du statut de la station, du flux de voyageurs, des régions d'origine des passagers, et des intérêts économiques (exportation, importation)[59].

Plan de la quarantaine de Zimnicea
SANIC, MI-SS, 1/1830, f. 134.

Après Zimnicea, les fonctionnaires de l'État se rendirent à Turnu pour marquer la mise en place d'un bureau d'échange qui devait fonctionner selon le plan et la fiche descriptive joints au rapport au Comité (3 avril 1830)[60]. L'absence des autorités locales pour diverses raisons (état de santé, urgences militaires) obligea Topliceanu et le haut fonctionnaire qui l'accompagnait[61] à se rendre à Slatina pour remettre la documentation nécessaire à l'organisation du futur bureau

[58] *Ibid.*, f. 141.

[59] *Ibid.*, f. 236 (nouveaux délais, 14 avril 1830)! Les nouvelles instructions concernant la durée de la quarantaine et les procédures de contrôle et de désinfection des personnes et des marchandises étaient transmises par estafette sur toute la ligne du Danube, *ibid.*, f. 237.

[60] *Ibid.*, f. 203.

[61] Le même conseiller Miloş.

d'échange. Celui-ci était situé sur l'emplacement de l'ancienne forteresse de Turnu, où l'ancienne caserne devait être réaménagée en quatre espaces distincts, avec des entrées séparées : un entrepôt (« pachauză », de l'allemand *Packhaus*) pour les voyageurs venant avec des marchandises du pays (au nord), un porche, un entrepôt pour ceux venant du sud du Danube (au centre), et une salle de fumigation (au sud) orientée vers le Danube, à proximité de laquelle se trouvait la hutte du croque-mort. La même enceinte abritait deux postes de garde, la maison de l'administrateur (avec un espace destiné à l'hébergement des préposés), le parloir et les ruines de l'ancienne mosquée. Une clôture de branches faisant rideau délimitait le rectangle du parloir « pour éviter que ceux venant de l'autre rive ne se mélangent avec ceux venant du pays »[62]. Entre l'enceinte de ce bureau d'échange et le Danube, à l'intérieur des murs de la petite forteresse « construits en pierre », il était prévu d'installer la cabane du gardien, orientée vers le Danube. Sur l'autre rive, on peut voir l'esquisse de la forteresse de Nikopol, avec sa mosquée. Le bureau d'échange de Turnu était bordé de deux cours d'eau permanents (ouest et sud - l'Olt et le Danube) ; à l'arrière, en direction du village de Măgurele, il y avait « la plaine qu'arrosent l'Olt et le Danube, et qui en été s'assèche »[63]. En 1831, la station de Turnu est mentionnée dans le « Règlement des quarantaines », avec le statut de quarantaine du deuxième ordre[64].

La première étape de la mise en place des quarantaines (les visites sur le terrain pour la remise des plans et des feuilles énonciatives) avec la participation de l'inspecteur de la Grande Valachie, d'un haut fonctionnaire de l'État et des autorités locales, fut suivie, au mois d'avril, de l'intervention de la Spatharie pour avoir confirmation de la réception par les quarantaines des fumigants (vitriol, magnésium, sel). Ces matériaux arrivaient dans divers récipients – gros pots, flacons, bouteilles –, les plus petits étant parfois utilisés pour récupérer les substances contenues dans les gros pots cassés en chemin[65]. Les matériaux fumigants étaient pesés et enregistrés, après quoi un accusé de réception était rédigé: « remettant au fonctionnaire un accusé de réception desdits matériaux »[66].

Les plus grands retards dans l'aménagement de l'espace quarantenaire par rapport au plan initial, étaient dus à l'absence des matériaux de construction nécessaires (bois, branches) et de la main-d'œuvre[67]. Par exemple, l'aménagement de la quarantaine de Călărași avait été confirmé par le rapport de Topliceanu dès le 12 mars 1830, mais le 12 avril le commissaire de la quarantaine annonçait aux autorités de Bucarest que cet aménagement n'était pas encore terminé (le manque de branches pour les huttes rendait inutile la présence des manœuvres). Les délais

[62] MI-SS, 1/1830, f. 204.

[63] Voir le plan du bureau d'échange de Turnu, *ibid.*, f. 206.

[64] Art. 180, in Paul Negulescu, George Alexianu, *op. cit.*, p. 79.

[65] MI-SS, 1/1830, f. 218.

[66] *Ibid.*, f. 222 (Rapport du commissaire de la quarantaine de Brăila, Pârvu Locusteanu, à la Spatharie, 8 avril 1830).

[67] *Ibid.*, f. 218.

supplémentaires fixés par les autorités de Bucarest – en général, d'une semaine – imposaient de trouver rapidement des solutions.

La nouvelle vague de peste qui se propageait depuis Constantinople vers les Balkans imposait d'accélérer la mise en place du cordon sanitaire le long de la frontière danubienne de la Valachie. À la mi-avril 1830, la situation ne semblait pas s'être améliorée dans le périmètre des cinq premières quarantaines déjà aménagées au cours du mois précédent à Brăila, Pioa-Pietrii, Călărași, Oltenița et Giurgiu. Les fonctionnaires de l'État – spathar, ispravnics, commissaires de quarantaine – se dérobaient en attendant des instructions précises et suivies. Le Divan Exécutif fut informé que les ispravnics de districts « n'[avaie]nt toujours pas fait aménager et réparer des locaux quarantenaires »[68]. Il leur était donc ordonné, par l'intermédiaire du Grand spathar, d'intervenir rapidement pour remédier à ces inconvénients, sous peine de sanctions.

Dans le segment danubien de la Petite Valachie, la mise en place des quarantaines fut un processus que ni les autorités locales ni les voyageurs venant du sud du Danube ne semblaient assimiler rapidement, étant donné la diversité des consignes à respecter, d'une part, et des routines acquises au fil du temps, d'autre part. Au cours du mois d'avril 1830, des Serbes, des Bulgares et des Turcs arrivaient à Craiova sans documents attestant qu'ils avaient suivi les protocoles sanitaires (« sans preuve qu'ils ont été mis en quarantaine »[69]), une situation qu'il fallait éviter à l'avenir selon les instructions transmises par Kisseleff. Aucun voyageur venu de l'autre côté de la frontière danubienne ne pouvait circuler librement dans la Principauté « sans avoir fait la quarantaine, et sans que soit indiqué sur les certificats qui leur [étaie]nt délivrés, qu'ils [avaie]nt respecté les règles quarantenaires et [s'étaient] purifiés »[70]. Ces documents étaient délivrés à la sortie de la quarantaine et attestaient que le passager (voyageur, marchand, soldat, etc.) était resté en isolement sanitaire et avait désormais le droit de circuler dans le pays.

En Olténie, l'inspecteur de la Petite Valachie, accompagné de deux hauts fonctionnaires, devait « inaugurer » les emplacements des futures quarantaines, en présence des autorités locales (« les boyards ispravnics »[71]), qui ne participaient pas toujours à de pareils événements. Ce fut le cas le 13 avril 1830, à Calafat, où Petrache Poenaru ordonna aux commissaires de s'occuper de l'aménagement de la quarantaine, en l'absence des boyards responsables. La Spatharie rappela à l'inspecteur de la Petite Valachie que « Messieurs les ispravnics[72] sont tenus par les dispositions de l'Honorable Divan de (…) veiller » à la mise en place de la

[68] 14 avril 1830, cf. correspondance du Divan au Grand spathar, *ibid.*, f. 230.

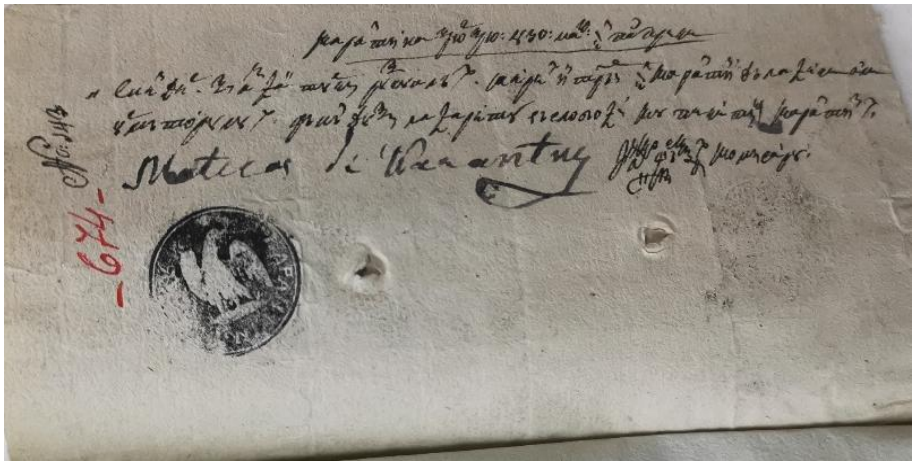
[69] *Ibid.*, f. 232.

[70] *Ibid.* (10 avril 1830, Kisseleff au spathar de Valachie). À son tour, le spathar envoyait une copie des instructions de Kisseleff à l'inspecteur de la Petite Valachie, le medelnitcher Petrache Poenaru, pour qu'elles soient appliquées (24 avril 1830), *ibid.*, f. 233.

[71] MI-SS, 1/1830, f. 243.

[72] Par conséquent, c'étaient les fonctionnaires civils (ispravnics) et non les militaires (commissaires) qui avaient ces attributions.

quarantaine, aussi était-il impératif de révoquer l'ordre en question. Par ailleurs, la correspondance entre Petrache Poenaru et la Spatharie révèle un autre aspect important de l'organisation des quarantaines danubiennes[73], à savoir le respect du calendrier fixé pour la mise en place du cordon sanitaire: « vous <P. Poenaru>, d'une part, vous déchargerez les commissaires de ladite tâche et, d'autre part, vous prendrez immédiatement des dispositions pour faire aménager cette quarantaine <Calafat> exactement comme le recommande la réponse officielle qui vous est envoyée au sujet de la quarantaine de Cladova, en veillant à ce que tous les espaces des quarantaines soient prêts dans les délais fixés (…) »[74].



No 143. Quarantaine de Giurgiu : 14 mai (1)830.
Skendir et Amza, Turcs de Roustchouk, entrés en quarantaine le 10 du mois courant et l'ayant faite, sont libres de partir, munis de ce laissez-passer portant le sceau de la quarantaine.
Commissaire Iancu Fărcășanu.

Certificat de sortie de la quarantaine de Giurgiu, 14 mai 1830[75]
SANIC, MI-SS, 1/1830, f. 674.

Les plans des quarantaines et des bureaux d'échange de la Petite Valachie ne sont pas aussi détaillés que ceux de la Grande Valachie. Par rapport aux plans signés par le serdar Topliceanu, apparaissent plutôt comme de timides esquisses dessinées à la hâte et manquant de détails descriptifs importants. L'inspecteur Petrache Poenaru les envoyait à la Spatharie, laquelle, à son tour, lui répondait par une série de remarques concernant l'absence de détails sur la nature des espaces aménagés pour le

[73] Le cordon sanitaire danubien avait deux composantes: une composante militaire (les piquets et les avant-postes) et une composante médicale (les quarantaines).

[74] MI-SS, 1/1830, f. 243.

[75] Version originale: "No 143. Carantina Giorgio: (1)830 maio în paispre(ze)ce. Skendir și Amza turci rușcalăi care-i intrat în carantină dă la zece ale următorului făcându-și lazaretu să sloboază cu pecetiea carantinii. Iancu Fărcășanu Comisaru".

personnel (à louer ou à construire ?), leur destination (à Calafat la maison de l'administrateur et la hutte du fossoyeur manquaient ; à Bechet on n'avait pas prévu de salle de fumigation, etc.), sur l'état des pièces (réparables, terminées), sur le devis des maisons à louer ou des espaces à construire (huttes)[76], etc.

Difficultés

Les principaux obstacles à la mise en place des quarantaines, tels que relevés dans les correspondances étudiées, étaient : le manque de matériaux de construction et de fumigants (vitriol, magnésium, sel) la pénurie de main-d'œuvre, l'absence de personnel pour les quarantaines, les conflits d'autorité à l'intérieur des quarantaines, les problèmes de communication, le manque d'implication des autorités locales, en particulier des ispravnics, dans l'organisation et l'inauguration des quarantaines, ainsi que les conditions inappropriées d'hébergement des passagers.

Selon les rapports rédigés par le serdar Dumitrache Topliceanu, la réalité sur le terrain ne coïncidait pas toujours avec ce qui avait été discuté et établi par les autorités de Bucarest. Bien que tous les détails aient été approuvés dès le 24 février 1830, les visites effectuées en mars et avril sur les emplacements des futures stations de quarantaine révélèrent de nombreuses déficiences. Les rapports que l'inspecteur Topliceanu rédigeait et signait à la fin de ses visites commençaient par la phrase : « la mise en place de la quarantaine de … étant achevée », mais en réalité l'aménagement des espaces quarantenaires se faisait au fur et à mesure, après l'approbation de la documentation et la confrontation de celle-ci avec les facilités logistiques et géographiques des emplacements choisis. En Petite Valachie, la mise en place des quarantaines s'est faite selon les plans reçus de Bucarest, les visites sur le terrain étant l'une des préoccupations de l'inspecteur Petrache Poenaru.

À Brăila, la structure de personnel de la quarantaine, dont les besoins avaient dès le 24 février été communiqués au Comité pour l'enraiement des épidémies, était toujours incomplet au 6 mars : la quarantaine n'avait ni commissaire, ni sous-commissaire, ni gardes, ni préposés[77].

Le 9 mars 1830, le rapport de Topliceanu sur sa visite à Pioa-Pietrii constatait l'absence de représentants locaux de l'armée et des employés nécessaires au bon fonctionnement de la quarantaine. Bien qu'aucun détail supplémentaire ne soit fourni, on peut supposer que le temps alloué à l'organisation de ce point avait été insuffisant pour permettre à tous les membres du personnel de se présenter à leurs postes, d'une part, et que l'emplacement choisi ne reflétait pas au mieux la réalité du flux transfrontalier sur le terrain, d'autre part. Un autre rapport, du 6 avril, constatait que ni les locaux à l'intérieur de l'espace quarantenaire, ni le fossé n'étaient encore aménagés conformément aux instructions, et que les manœuvres nécessaires aux travaux n'avaient pas été amenés[78].

[76] *Ibid.*, f. 432.
[77] *Ibid.*, f. 73v°.
[78] *Ibid.*, f. 216.

Trouver des fonctionnaires et les nommer aux postes convenus pour la surveillance du cordon sanitaire le long du Danube ne fut pas chose aisée au début des années 1830. L'adoption du règlement de fonctionnement des quarantaines (*l'Institution quarantenaire*), suivie de nouveaux projets de révision, fut naturellement complétée par l'identification de fonctionnaires qui prennent en charge les quarantaines. La correspondance de la Spatharie avec le Divan exécutif révèle la réticence de personnes nommées à ces fonctions à accepter les énormes responsabilités impliquées par de tels postes: les derniers articles de l'*Institution* stipulaient que toute infraction aux lois des quarantaines par les fonctionnaires supérieurs ou inférieurs serait punie de mort, de révocation ou corporellement. Cela explique sans doute pourquoi, au printemps de 1830 (3 mai), la Spatharie informait le Divan du semi-échec de cette étape de complétion des postes dans l'espace quarantenaire :

« Certains des fonctionnaires affectés aux quarantaines de la Grande Valachie, selon la note nº 29 envoyée à l'Honorable Divan, étant tombés malades et d'autres refusant d'y aller, la Spatharie, obligée de procéder à de nouvelles nominations, envoie la liste de ces noms afin de les faire connaître, et afin que soient libérés les fonds nécessaires… »[79].

Le manque d'ouvriers était un autre problème quasi général, que le commissaire de la quarantaine de Călăraşi reliait à l'inexistence des matériaux nécessaires à la construction des huttes, tels que les clayonnages, ce qui rendait inutile la présence de la main-d'œuvre[80]. Les interventions hiérarchiques – du commissaire auprès de l'*ispravnic* du district – réduisaient à une semaine le délai dans lequel tous les travaux devaient être accomplis à l'intérieur de la quarantaine[81].

Qui plus est, les matériaux de fumigation arrivent avec un grand retard dans les quarantaines et les bureaux d'échange fraîchement mis en place sur la ligne du Danube. Les rapports des commissaires mentionnent fréquemment ces insuffisances tant en Valachie qu'en Olténie.

Une autre difficulté qui se manifesta dans les premiers mois de fonctionnement du cordon sanitaire fut l'incertitude des rapports hiérarchiques dans l'exécution des ordres et des décisions concernant l'application des lois sanitaires. À Giurgiu, l'abus dans l'exercice de la fonction se manifesta par la tentative du médecin de saper l'autorité du commissaire de la quarantaine, à la fin du mois d'avril 1830. Une intense correspondance interinstitutionnelle reconstitue l'objet du conflit et clarifie les limites de compétence des personnages impliqués[82]. En bref, le commissaire avait refusé d'ouvrir la porte du lazaret à un groupe de « visiteurs » à sept heures du matin, deux heures avant l'heure officielle d'entrée

[79] *Ibid.*, f. 22.
[80] *Ibid.*, f. 218.
[81] *Ibid*.
[82] *Ibid.*, f. 423–426.

dans la quarantaine[83]. Le médecin de la quarantaine tenta d'obtenir l'entrée des voyageurs, ordonnant au commissaire Iancu Fărcăşanu d'ouvrir les portes, mais celui-ci refusa de le faire, ce qui déclencha toute une rhétorique institutionnelle quant aux compétences respectives des hauts fonctionnaires militaires et sanitaires. Le geste du médecin avait été perçu comme une tentative « pour miner ce qui repos[ait] sur les instructions, de nature à perturber l'ordre établi » et qualifié d'ingérence en violation de procédures déjà connues. L'incident amena le supérieur du commissaire à demander au Comité pour l'enraiement des épidémies des « précisions » sur les devoirs des médecins de quarantaine[84].

À Zimnicea, les locaux de la quarantaine n'étaient toujours pas terminés/ réparés au début du mois d'avril, bien que les *ispravnici* de district chargés de cette mission aient été informés « par écrit (…) à deux reprises qu'ils devaient veiller à l'exécution de ladite réparation »[85]. Le Divan exécutif envoyait des instructions à la Spatharie et fixait un délai de cinq jours pour y remédier. En l'absence du résultat souhaité, les ispravnics devaient supporter des conséquences financières : on leur enverrait un « *moumbachir* (exacteur) qui les mette à l'amende »[86]. L'état des locaux affectait aussi bien la mobilité transfrontalière des personnes que les échanges commerciaux, et les sanctions ne semblaient pas assez dissuasives. À la fin du mois d'avril 1830, le conseiller Mavros[87] précisait, dans une correspondance en français, que les locaux de la quarantaine de Zimnicea n'étaient pas terminés, ce qui portait préjudice aux échanges commerciaux entre les deux rives du Danube[88]. Ce cas n'était pas isolé. À Pioa-Pietrii, les personnes visées par les reproches de Topliceanu concernant l'inachèvement des réparations de certains locaux et de la clôture de la quarantaine étaient également les boyards *ispravnici*, incapables de comprendre l'importance de ces démarches[89]. Les difficultés dans la mise en place des quarantaines – construction de nouveaux bâtiments, réparation des bâtiments anciens ou loués[90], approvisionnement en matériaux, recherche de main-d'œuvre, etc. – se manifestèrent sur toute l'étendue du cordon sanitaire.

Dans un rapport adressé à la Spatharie de Valachie, l'inspecteur Petrache Poenaru annonçait que, dès le 18 avril 1830, « on a[vait] achevé la mise en place de l'ensemble des quarantaines et bureaux d'échange »[91] de la Petite Valachie.

[83] *Ibid.*, f. 424.
[84] *Ibid.*, f. 425.
[85] *Ibid.*, f. 295.
[86] *Ibid.*
[87] Il s'agit de Nicolae Mavros (1782–1868), qui, à la fin de l'année 1831, fut nommé par Kisseleff grand inspecteur des quarantaines de la ligne du Danube, avec le titre de conseiller d'État [*statskiy sovetnik* (статский советник), équivalent à celui de major général dans l'armée]. Au printemps 1830, il portait le titre de *colejnic sovetnic*, comme l'indique la décision apposée sur le feuillet 305 du fond MI-SS, 1/1830 : « Carte de întrebare a Cinstitului Colejnic Sovetnic Mavru (…) ».
[88] *Ibid.*
[89] *Ibid.*, f. 413 (« qui ne se font aucune idée de l'importance de la chose », Rapport de Topliceanu à la Spatharie, 30 avril 1830).
[90] *Ibid.*, f. 412, 413, etc.
[91] Rapport daté du 24 avril 1830, *ibid.*, f. 414.

L'expression « mise en place des quarantaines », utilisée par les représentants des différentes institutions[92] a un sens très précis, celui d'inauguration des lieux où allait fonctionner une quarantaine ou un bureau d'échange, dans un périmètre où se trouvaient quelques constructions plus ou moins solides, tandis que d'autres devaient être édifiées ou louées. La forme définitive et fonctionnelle d'une quarantaine ou d'un bureau d'échange fut le résultat d'un processus de longue durée, déroulé par étapes, et impliquant même la refonte des plans ou le choix d'un autre emplacement (voir la quarantaine de Turnu ou de Noul Severin). Dans la quarantaine de Calafat, en octobre 1832, les décès n'étaient pas dus à la peste ou au choléra, mais à l'insalubrité des locaux. La mort d'un habitant de Craiova qui revenait de Turquie, causée par les conditions d'hébergement déplorables, sema la panique parmi les passagers qui attendaient de terminer leur période de quarantaine. Le commandant du bataillon sur place décrivait ainsi la scène:

« (…) Depuis six jours, le froid et la pluie ne cessent pas, et toutes les pièces de la quarantaine se trouvent toujours sans fenêtres, sans poêles, sans lits et sans portes, les passagers dormant à même le sol, de sorte que tous souffrent de l'humidité et du froid et sont contraints d'allumer des feux au milieu des pièces, ce qui pourrait provoquer un incendie dans la quarantaine. Je me hâte donc de porter cette information à la connaissance de l'Honorable Commandement, afin qu'il prenne les mesures nécessaires pour que les locaux soient aménagés sans délai car, primo, tous les passagers tombent malades, et, secundo, comme je l'ai déjà dit, il se pourrait qu'un incendie éclate, qui entraînerait de grands dégâts pour les passagers »[93].

Le processus de consolidation, de modification ou d'extension des espaces annexes des quarantaines se poursuivit dans les années suivantes. En 1832, la décision fut prise d'établir des « bureaux d'exportation » dans les quarantaines de Giurgiu, Zimnicea et Bechet[94], où le trafic commercial transfrontalier était très intense. À Giurgiu, le plan d'un tel espace prévoyait trois types de « cours » (*oboare*) clôturées – pour le bétail, les produits et le sel –, mesurant 14x9,5 toises[95], situées à une distance de 21 toises de la rive du Danube. Entre le fleuve et ces cours il y avait une succession d'espaces de protection, disposés parallèlement au fil de l'eau, avec des dimensions et structures variées : « le lieu contaminé entre le parloir et le Danube (29x15 toises), trois espaces rectangulaires disposés en ligne, appelés « parloir (*parlamentar*), parapet (*parmaclic*), palissade de branchages » et séparés par des portes, constituaient le niveau de protection suivant, et la distance entre eux et les « cours » (8 toises), était gardée par des sentinelles ; « l'espace entre le parloir et les cours » avait à sa gauche une maison paysanne à deux pièces « avec leurs poêles,

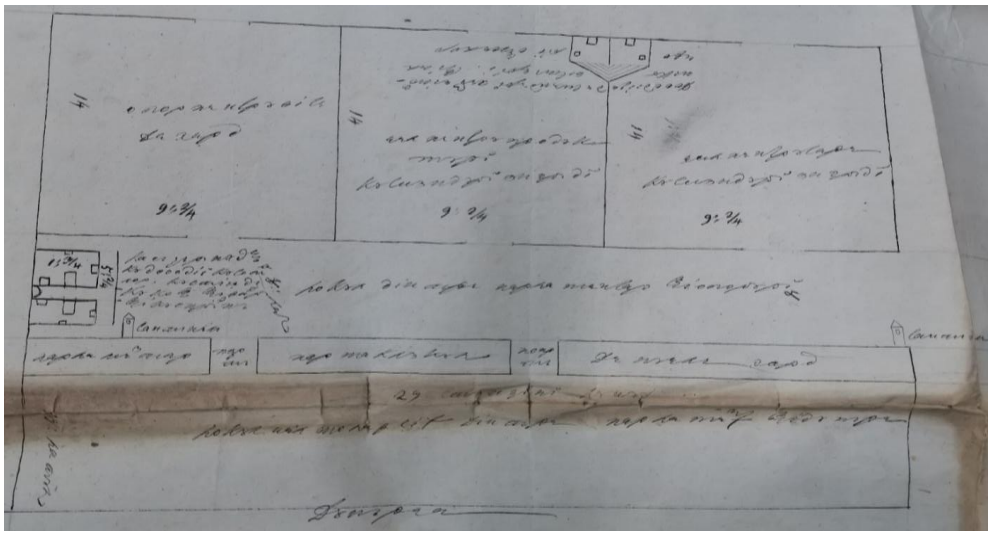
[92] Comme les deux inspecteurs des quarantaines de la Grande et de la Petite Valachie – Dumitru Topliceanu et Petrache Poenaru –, ou Paul Kisseleff, ou les représentants du Divan exécutif et ceux de la Spatharie, etc.

[93] MR, S. II, 41/1832, f. 228.

[94] SANIC, Comité des quarantaines (désormais CC), 3151/1832, f. 73v°.

[95] En Valachie, 1 toise (*stânjen*) = 1,9665 m.

une entrée, une cheminée et un porche »[96]. Dans la partie supérieure du plan, entre la cour pour les produits et celle pour le sel, se trouvait une baraque avec « deux petites chambres en planches pour le fonctionnaire du trésor et celui de l'autorité des mines de sel », réparties symétriquement dans les plans des deux enceintes[97].



Plan du « bureau d'exportation » de Giurgiu
SANIC, CC, 3151/1832, f. 73v°.

Une liste synthétique, dressée au printemps de l'année 1830, comprenait un tableau énumérant les matériaux nécessaires à la construction ou à l'aménagement des espaces, la quantité demandée, la quantité nécessaire et leur prix[98]. La mise en place des quarantaines – lazarets, quarantaines, bureaux d'échange – avait été entamée, et leur fonction était avant tout d'assurer la protection sanitaire de la population de la principauté, en cas d'apparition de foyers de peste ou de choléra dans les territoires des Balkans. L'efficacité du cordon sanitaire fut consolidée par des informations faites aux pachas de la rive droite du Danube, auxquels on demandait de veiller à ce que les habitants de cette région respectent les lois sanitaires[99]. Sur la carte des quarantaines de 1831, trois points de contrôle au sud du Danube apparaissent : Roustchouk, Svichtov et Rahova (Oryahovo)[100], auxquels correspondent ceux de Giurgiu, Zimnicea et Bechet.

[96] CC, 3151/1832, f. 73v°.
[97] *Ibid.*
[98] Pour les quarantaines et les bureaux d'échange, MI-SS, 1/1830, f. 154r°–v° (début avril 1830). Original en russe, f. 151, 153r°–v°.
[99] *Ibid.*, f. 19v°.
[100] *Almanahu Statului…1837.*

Sans entrer dans les détails concernant la structure de ces dispositifs de protection, notre analyse s'est concentrée sur un sujet très précis, à savoir sur les premières initiatives administratives d'édification du cordon sanitaire.

La mise en place des stations de quarantaine le long de la ligne valaque du Danube fut une expérience audacieuse, qui dut surmonter d'inévitables difficultés. L'analyse de ce processus semble inépuisable à mesure que de nouveaux documents sont identifiés, translittérés et interprétés. Un petit monde, situé à la frontière de grands empires, est contraint d'initier de nouveaux protocoles pour combattre un ennemi invisible, sans forme, auquel n'est associé que l'effrayant visage de la mort. La contagion qui, de temps en temps, revêt des habits nouveaux[101], défie l'espace ou le temps et pousse les communautés humaines à redéfinir leur attitude face à la vie.

[101] Maladies récurrentes – peste, choléra, d'autres maladies récentes telles que Ebola, SarsCov-2, Covid-19. À partir de 1817, sept pandémies de choléra ont eu lieu, « la dernière étant encore active en dehors de l'Europe », comme l'affirme Alexandre Sumpf dans un article publié au début de la pandémie de Covid-19, voir Alexandre Sumpf, « Le choléra », in *Histoire par l'image* [en ligne], consulté le 04/01/2024. URL: histoire-image.org/etudes/cholera (https://histoire-image.org/etudes/cholera).